

*Loi anti-inflation*

s'était vraiment inquiété de l'inflation, il aurait pu prendre les mesures qui s'imposaient, et il pourrait encore le faire s'il le voulait.

Le prix des maisons augmente de 9 p. 100 chaque année. Mon parti a demandé une réglementation décisive des hypothèques car en fixant le taux d'intérêt des hypothèques on peut les empêcher d'augmenter. C'est important non seulement pour celui qui veut devenir propriétaire, mais aussi pour les locataires parce qu'ils paient indirectement le coût des hypothèques dans le prix de leur loyer.

**M. Hnatyshyn:** Ne s'agit-il pas là de contrôles?

**M. Broadbent:** Oui, en effet, nous préconisons certains contrôles.

**M. Hnatyshyn:** Prenons bonne note de cela.

**M. Broadbent:** C'est cette série de contrôles à laquelle nous nous opposons. Les libéraux opinent judicieusement du chef. Permettez-moi de dire...

**Des voix:** Oh, oh!

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** Le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a la parole pour faire un discours, et je propose que nous l'écoutions.

**M. Broadbent:** Permettez-moi d'affirmer aussi clairement, aussi succinctement et, je dois ajouter, aussi simplement que possible, pour que les libéraux comprennent, que le Nouveau parti démocratique croit en effet aux vertus de certaines sortes de contrôles dans certains secteurs. Dans toutes les économies avancées du monde, des contrôles ont été mis en vigueur. Si le gouvernement savait ce qu'il faisait, il pourrait procéder à une sélection de certains secteurs de l'économie et puis on peut comprendre qu'il faille intervenir sur les marchés. Ce à quoi nous nous opposons, c'est à cette collection affreuse de contrôles que les libéraux ont imposés au Canada et dont le seul résultat a été de maintenir les salaires à la baisse tout en laissant grimper les prix. C'est contre cela que nous en avons.

Le prix des maisons, comme je l'ai signalé, grimpe de quelque 9 p. 100 à chaque année. Pour une maison de \$50,000, ce qui n'est malheureusement pas exagéré pour une famille moyenne achetant dans la plupart des centres urbains du Canada, cela signifie, année après année, une hausse d'environ \$4,500. Parce que le gouvernement refuse d'intervenir en matière d'hypothèques afin de les maintenir à un taux raisonnable, on calcule qu'une hypothèque moyenne pour une maison de ce prix engendrerait une hausse cumulative de \$12,000. Une famille devrait payer cette somme additionnelle uniquement à cause de la hausse annuelle des prix domiciliaires. Pour ce qui est des hypothèques dont, je le répète, les locataires tout comme les propriétaires font les frais, le gouvernement aurait pu intervenir, grâce à la loi sur les banques et forcer ces institutions à abaisser les intérêts hypothécaires et imposer des modifications aux règlements pour assurer que les banques investissent à un faible niveau d'intérêt dans les hypothèques.

La plupart des familles canadiennes éprouvent également des difficultés au chapitre du coût de l'énergie. Qu'a fait le gouvernement à ce sujet? Il a permis à l'industrie pétrolière, aux sociétés multinationales, de faire payer aux Canadiens le prix du marché international pour leurs propres ressources pétrolières. Le résultat? Entre autres choses, une hausse de un dollar du prix du baril de pétrole en juillet dernier et à une seconde hausse de un dollar le 1<sup>er</sup> janvier 1978. Cela a forcé les

familles canadiennes moyennes à payer 150 dollars de plus par année pour conduire leurs voitures et chauffer leurs maisons. Nous aurions pu contrôler les prix et les maintenir à un bas niveau. Au lieu de permettre aux sociétés pétrolières de tirer grand profit des décisions prises il y a quelques années au Moyen-Orient par le cartel des pays producteurs de pétrole, au lieu de permettre aux membres de ce cartel de venir siphonner des fonds derrière nos frontières en faisant payer le prix fort aux Canadiens, nous aurions pu maintenir ces prix à un bas niveau et réduire le coût de la vie au Canada.

Il est une autre question d'actualité au sujet de laquelle le gouvernement fédéral aurait pu intervenir et c'est celle du prix des voitures. La plupart des Canadiens possèdent une voiture. La plupart des familles en ont une. Nous avons signé une entente avec les États-Unis qui est censée garantir la parité des prix entre les deux pays. Au lieu d'avoir des prix égaux, les prix au Canada augmentent constamment et nous nous éloignons de plus en plus de l'objectif visé dans cette entente. Le gouvernement aurait dû signifier aux fabricants d'automobiles son intention de ne pas autoriser d'augmentation des prix cette année avant que les prix soient les mêmes dans les deux pays pour des produits identiques. Au lieu, les principaux fabricants viennent d'annoncer une hausse de prix de 3 p. 100. Cela représente \$150 de plus pour une auto ordinaire. La plupart des Canadiens, quand ils s'achètent une automobile, la paient par versements échelonnés sur une période de trois ans à un taux d'intérêt de 12 ou 18 p. 100. Cette hausse fera monter les frais d'intérêt qu'ils devront payer.

• (1632)

Si le gouvernement avait pour politique de prendre des mesures sélectives, il pourrait influencer de façon importante sur les prix dans plusieurs domaines comme celui-là. Il y a notamment le domaine de l'énergie, du logement et de l'automobile. Je ne veux pas trop m'étendre sur cette question cet après-midi.

**Une voix:** Tant mieux.

**M. Broadbent:** Un député libéral dit «tant mieux». Les libéraux ont toujours tendance à avoir une indigestion massive quand on leur sert la vérité.

Je n'énumérerai pas toutes les catégories de prix qui touchent les familles ordinaires et à propos desquelles le gouvernement aurait pu prendre des mesures sélectives s'il avait vraiment voulu juguler l'inflation. Ce n'est pas ce qu'il a fait. Il a institué au lieu d'un prétendu programme de contrôles qui, je le répète, n'a fait que contenir les hausses salariales pour les Canadiens ordinaires.

Je ne parlerai pas de ce projet de loi aussi longtemps que le deuxième orateur. Je voudrais parler plutôt de l'orientation générale que le Nouveau parti démocratique estime devoir donner à une économie comme la nôtre à l'heure actuelle. Je serai bref cet après-midi, mais il s'agit d'une politique générale que nous avons élaborée il y a quelque temps et que nous avons déjà expliquée.

D'abord, nous estimons que le gouvernement du Canada devrait enfin reconnaître ce qu'ont accepté les gouvernements de pays aussi différents que le Japon, la France, la Suède et l'Allemagne de l'Ouest. Deux de ces pays ont des gouvernements socio-démocrates, les deux autres non. Ce que ces gouvernements ont tous en commun, c'est qu'ils ont adopté une politique de dirigisme économique, ce qui sous-entend une